

# EuroSoc

---

European Socialism  
Socialisme européen

## **Pierre Renaudel de la Normandie à l'Internationale**

Publié le 13 mars 2016

Le projet EUROSOC s'implique dans la valorisation de la partie du fonds de Pierre Renaudel relatif à l'histoire du socialisme en Normandie, fonds conservée à la Fondation Jean-Jaurès.

Né à Morgny-la-Pommeraye le 19 décembre 1871, fils d'instituteurs, lui-même vétérinaire diplômé de l'École nationale d'Alfortville (Seine), Pierre Renaudel s'investit tôt dans le socialisme. À l'origine blanquiste, c'est-à-dire membre d'une tendance très anticléricale et attachée aux traditions révolutionnaires françaises, de 1793 à la Commune de Paris (1871), il participe au rassemblement socialiste promu par Jaurès à l'occasion des remous de l'affaire Dreyfus. Il milite au sein du Parti Socialiste Français (1902-1905). Ce parti inséré dans le Bloc des gauches majoritaire est considéré comme « réformiste » face au Parti Socialiste De France qui se veut « révolutionnaire » et regroupe les « marxistes » emmenés par Jules Guesde et Paul Lafargue et les « blanquistes » d'Édouard Vaillant. Mais Renaudel occupe une position originale car il anime une aile gauche au sein du PSF, critique envers la participation ministérielle et les compromissions jugées trop droitières des parlementaires. Il n'hésite pas à affronter Jaurès lors des congrès, ce qui offre l'occasion pour les deux hommes de se connaître et de fonder une relation de confiance entre eux. Ce que comprend bien Rosa Luxemburg, évidemment plus critique, quand elle dénonce le rôle de cette opposition : non un « contrepoids » mais une « cuirasse » pour Jaurès, déclare-t-elle au congrès international d'Amsterdam (17 août 1904).

Orateur et organisateur, Renaudel devient incontournable au sein du socialisme français. Sa tendance regroupe plus de 40 % des mandats au sein du PSF et joue un rôle de pivot dans le

processus qui, après un dernier congrès du PSF tenu en mars 1905 à Rouen, conduit à la formation du Parti Socialiste, Section Française de l'Internationale Ouvrière (avril 1905). Renaudel délaisse vite les missions internes qui lui sont confiées (secrétaire-adjoint du parti, puis délégué permanent à la propagande), pour s'investir comme responsable de la rédaction de *L'Humanité*. Avec le havrais Philippe Landrieu, administrateur, il accompagne le développement du journal et en assure la gestion sous la houlette confiante de Jaurès. Il bataille à ses côtés, renforce les relations avec les milieux syndicalistes et garde l'œil sur les diverses manœuvres susceptibles de remettre en cause la prééminence du « patron ». Au congrès de Saint-Quentin (avril 1911), il assure son triomphe. Il suit de près les affaires du parti et assume pendant les premières années la représentation de la fédération de la Seine-Inférieure. Le centre du pouvoir étant toutefois alors au Palais-Bourbon, il tente de se faire élire député dans le Var et il y parvient en 1914.

Pendant la Grande Guerre, il dirige *L'Humanité*, pratiquant une politique de « défense nationale » qu'il s'efforce de maintenir dans la fidélité aux principes. Il refuse les outrances nationalistes et, avec son ami Jean Longuet, rencontre le 12 avril 1915 à Berne, en territoire neutre, les sociaux-démocrates allemands, Haase et Kautsky. L'initiative est réitérée en août, mais elle ne débouche sur aucun résultat concret. Face à la minorité « pacifiste », Renaudel représente de plus en plus la majorité du parti. Pourtant très hostile en 1917 au gouvernement Clemenceau, de plus en plus contesté, il perd la direction de *L'Humanité* en octobre 1918 au profit de Marcel Cachin, naguère très « union sacrée » mais désormais « centriste » rallié à la nouvelle majorité.

Toujours actif, Renaudel est marginalisé au sein du parti. Il pèse toujours au sein de l'Internationale. Il est l'homme des contacts avec les Géorgiens dont la république menchevik (1918-1921) est anéantie par les soviétiques, le correspondant de Kautsky et bien d'autres. À nouveau député du Var à partir de 1924, Renaudel anime une tendance, *La Vie socialiste*, située à la droite de la SFIO, favorable à une entente avec les radicaux qui l'amène à faire scission en 1932-1933 et à lancer un Parti Socialiste de France-Union Jean Jaurès fort disparate. Il ne faut pourtant pas caricaturer son action. Libre penseur, dirigeant de la Ligue des droits de l'homme, Renaudel mène campagne pour la grâce de Sacco et Vanzetti ou contre la peine de mort. Il soutient l'entreprise de *Maghreb* (1932-1935) pour des réformes coloniales associées à la promotion d'élites indigènes. Bref, comme le diront à sa mort (1<sup>er</sup> avril 1935) nombre de responsables socialistes (Bracke, Longuet...), le choix assumé d'une action réformiste se fait toujours dans la continuité des principes socialistes de sa jeunesse.

*Gilles Candar*